



Union – Discipline – Travail

Décrets, arrêtés, décisions

DECRET n° 76-23 du 9 janvier 1976, portant classement des corps dans les échelles particulières de traitement instituées en faveur des personnels enseignants.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Education nationale, du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, du ministre de la Jeunesse, de l'Education populaire et des Sports et du ministre de la Fonction publique,

Vu la loi n° 64-488 du 21 décembre 1964, portant statut général de la Fonction publique, notamment en son article 2 ;

Vu le décret 65-16 du 14 janvier 1965, portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 71-158 du 25 mars 1971, modifié par le décret n° 75-601 du 1^{er} septembre 1975, portant création d'une indemnité d'incitation en faveur des fonctionnaires de certains corps ;

Vu le décret n° 76-22 du 9 janvier 1976, portant institution d'échelles particulières de traitement en faveur des corps des personnels enseignants ;

Le Conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. - A compter du 1^{er} octobre 1975, le classement des corps des personnels enseignants existant à cette date et relevant des ministères de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, de la Jeunesse, de l'Education populaire et des Sports, dans les échelles particulières de traitement instituées en leur faveur, est fixé comme suit :

Echelle 1 :

- Professeurs d'Université.

Echelle 2 :

- Maîtres de conférence.

Echelle 3 :

- Maîtres assistants.

Echelle 4 :

- Professeurs agrégés de l'Enseignement Secondaire.

Echelle 5 :

- Professeurs certifiés de l'Enseignement secondaire (CAPES) ;
- Professeurs certifiés de lycée technique (CAPET) ;
- Professeurs d'Education physique et sportive (CAPEPS) ;
- Instructeurs de Formation professionnelle supérieure ;
- Professeurs certifiés de Disciplines musicales et artistiques.

Echelle 6 :

- Professeurs licenciés (licence d'Enseignement toutes disciplines) ;
- Professeurs d'Enseignement technique théorique de lycée (PETTL) ;
- Professeurs techniques d'Ateliers de lycée (PTAL) ;
- Inspecteurs de l'Enseignement primaire ;
- Inspecteurs de la Jeunesse et des Sports.

Echelle 7 :

- Professeurs de collèges d'Enseignement général (CAP/CEG) ;
- Professeurs de centres d'Animation et de Formation professionnelle (CAFOP) ;
- Professeurs d'Enseignement technique de collège (PETTC) ;
- Professeurs techniques d'Ateliers de collège (PTAC) ;
- Instructeurs de Formation professionnelle spécialisée ;
- Professeurs d'Education musicale.

Echelle 8 :

- Instituteurs ;
- Instructeurs de Formation professionnelle de Base ;
- Maîtres d'Education physique et sportive ;
- Maîtres d'Education artistique ;
- Maîtres d'Education musicale.

Echelle 9 :

- Instituteurs adjoints ;
- Maîtres adjoints d'Education physique et sportive.

Echelle 10 :

- Moniteurs.

Art. 2. - Tout corps de personnels enseignants créé éventuellement après la parution du présent décret pourra bénéficier du classement dans les échelles

particulières de traitement instituées en faveur des personnels enseignants, sur proposition du ministre de tutelle, du ministre de l'Education nationale et du ministre de la Fonction publique.

Art. 3. - Un arrêté conjoint des ministres intéressés et du ministre de la Fonction publique fixera en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 4. - Le ministre de la Fonction publique, le ministre de l'Economie et des Finances et les ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 9 janvier 1976.

Félix HOUPHOUËT-BOIGNY.